

# L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



samedi 24  
dimanche 25  
avril 1976  
Spécial  
étudiant  
supplément  
au No 477

0,50 F

BP 61  
75861 Paris Cedex 18  
La Source  
Commission paritaire  
No 47291

**Soutien aux travailleurs immigrés  
des foyers Sonacotra  
en grève des loyers**  
**MANIFESTATION**  
**Samedi 24 avril**  
**14 h à Barbès**  
**à l'appel**  
**du comité de coordination**

## Abrogation de la réforme Haby-Soisson-Saunier-Seité

# NI CHOMEURS, NI CADRES DU CAPITAL

### POUR SUIVRE ET INTENSIFIER LA LUTTE, DENONCER ET BALAYER LES TRAITRES

Voici désormais plus de deux mois que plusieurs centaines de milliers d'étudiants sont en grève et mènent la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle.

Engagé sur un point partiel ce grand combat rallié chaque jour par des lycéens, des collégiens, des enseignants s'attaque en réalité directement à la fonction même de l'Université en système capitaliste ainsi qu'à l'ensemble du système d'enseignement bourgeois. C'est ce qu'exprime le juste mot d'ordre repris partout avec force de Perpignan à Lille et de Nantes à Nice : « NI CHOMEURS, NI CADRES DU CAPITAL ».

En effet depuis toujours l'université féodale puis bourgeoise a eu pour fonction de former des serviteurs des classes dirigeantes, une couche de gens séparés du peuple exploité par des diplômés et des privilèges, placés au-dessus des masses travailleuses par la hiérarchie bourgeoise des valeurs.

Mais les vingt dernières années ont vu des bouleversements intervenir dans cette situation : le renforcement de la subordination de l'État aux intérêts du capital monopoléur lié à l'arrivée d'un très grand nombre de jeunes dans l'enseignement supérieur a créé une situation nouvelle : seuls un petit nombre d'étudiants sont appelés à devenir des auxiliaires directs de l'exploitation capitaliste tandis que la grande masse est réduite au chômage et à la prolétarisation.

Depuis plus de 10 ans la bourgeoisie cherche à résoudre à son profit cette contradiction inextinguible. De la réforme Fouchet qui provoqua l'explosion de mai 68, à la réforme Soisson-Saunier-Seité, l'objectif est le même, adapter mieux encore l'université aux intérêts du capital monopoléur et du patronat, accentuer la sélection, et développer des universités concurrentielles pour former une « élite » sûre et dissuader la masse des jeunes des couches populaires, non encore éliminés par la sélection par l'argent, de faire des études.

Voilà pourquoi en remettant en cause et en exigeant l'abrogation pure et simple de la réforme Soisson-Saunier-Seité c'est à un pilier du système capitaliste que s'attaquent les étudiants, ce sont les principes même et les critères de la sélection capitaliste qu'ils ébranlent.

En se heurtant de front à l'État capitaliste et à son gouvernement les étudiants en lutte se rendent compte que leur lutte va dans le même sens, combat le même ennemi que les trois autres grands mouvements anticapitalistes, celui de la classe ouvrière, celui des travailleurs immigrés, celui des petits paysans. La nécessité de la solidarité mutuelle, de l'union dans la lutte apparaît donc avec toujours plus de force que tous ensemble et en même temps, ouvriers, français et immigrés, paysans et étudiants se lancent à l'assaut de l'État capitaliste et leur force en sera décuplée !

Cependant ce serait une erreur de croire qu'ici se limite la solidarité entre étudiants et travailleurs. En remettant en cause le système d'enseignement bourgeois et ses objectifs, des milliers et des milliers d'étudiants prennent conscience qu'il ne s'agit pas seulement de savoir qui l'on combat mais aussi qui l'on veut servir. Il s'agit d'une question de fond : l'enseignement doit-il servir la bourgeoisie ou bien la classe ouvrière, l'éducation doit-elle être un moyen de division et d'oppression des masses populaires, ou un instrument au service de l'émancipation sociale des ouvriers et des petits paysans ? Les intellectuels doivent-ils constituer une couche de privilégiés « supérieurs » aux masses travailleuses ou bien doivent-ils se mettre à leur service et apprendre auprès d'elles avant de leur apprendre ?

Selon qu'on répond d'une manière ou de l'autre à cette question on est pour le capitalisme ou pour le socialisme. Les dirigeants révisionnistes du PCF font miroiter

aux étudiants une université soi-disant « démocratique » au service de la « nation ».

Mais il s'agit d'un piège et d'une illusion. Il est impossible de servir à la fois les capitalistes et les ouvriers. Quant à l'« université démocratique » ce n'est pas en faisant passer le nombre de fils d'ouvriers dans l'enseignement supérieur de 10 % à 20 % que l'on élimine la sélection bourgeoise et que l'on change le rôle de l'enseignement. Voyez ce qui se passe en URSS.

Des individus du genre Brejnev sont d'origine ouvrière et ils ont pu faire des études mais ils sont devenus des nouveaux bourgeois qui oppriment les masses tandis qu'au lieu de servir les ouvriers, l'enseignement est assujéti à une classe de capitalistes bureaucratiques et sert à former des cadres à son service.

Voilà pourquoi le « Programme commun » ne répond aux justes aspirations des étudiants en lutte.

\*\*\*

Voilà quelques raisons pour lesquelles le gouvernement capitaliste s'affole et pour lesquelles les partis de l'Union de la gauche cherchent à détourner le mouvement de ses objectifs. La répression du pouvoir et les manœuvres des révisionnistes du PCF constituent à cet égard une double tactique de la bourgeoisie.

Le gouvernement, tout d'abord, qui croyait avec mépris à « une poussée de fièvre printanière » a dû se rendre à l'évidence et son indifférence s'est transformée en affolement, car le spectre de mai 68 hante toujours les exploités.

Face au mouvement étudiant il a dû faire tomber un peu plus son masque « libéral ».

A Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Paris, ses forces de répression se sont livrées à de sauvages agressions. A Toulouse le gouvernement a fait inculper 23 étudiants après qu'ils aient été scandaleusement « tabassés » dans des commissariats. A Paris, le 15 avril un jeune lycéen de 16 ans a eu la moitié du visage arraché par une grenade tirée délibérément sur une manifestation pacifique tandis qu'à la fin de cette manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, les chefs de la police donnaient « une minute et demie » à 10 000 manifestants pour se disperser par une bouche de métro ! A la suite de quoi, ils devaient se livrer à de sauvages « ratonnades ». Mais le plus important c'est que partout où ils ont été attaqués, les étudiants ont osé riposter et répondre par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire.

Cette répression du pouvoir montre que les étudiants ont choisi la juste voie pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. C'est par la lutte massive et déterminée que l'on force la bourgeoisie à s'incliner : des dizaines et des dizaines de « négociations » dans des salons feutrés ne permettent pas d'obtenir le centième d'une lutte résolue. Regardez pour « les maîtres auxiliaires » combien continuent à être une réserve de chômeurs au service du ministère de l'Éducation malgré des dizaines et des dizaines de négociations. Le gouvernement rêve de voir les étudiants accepter des « négociations » sans l'abrogation préalable et effective de la réforme du second cycle. Voilà pourquoi il fait appel au PCF. Voilà pourquoi Saunier-Seité se lamente de voir l'UNEF débordée par les « gauchistes » comme elle dit. Voilà pourquoi le PCF et ses représentants à la tête de l'UNEF et du SNESup s'obstinent à mettre en avant le mot d'ordre de « négociations » et à « oublier » celui de « abrogation immédiate de la réforme ».

\*\*\*

Pour parvenir à leurs objectifs les dirigeants révisionnistes cherchent à tout prix à porter leurs représen-

(Suite au verso)

### 6 PROPOSITIONS

#### DES MARXISTES-LÉNINISTES

1/ Lutter jusqu'à l'abrogation effective de la réforme Haby-Soisson-Saunier-Seité. Refuser toute négociation sans abrogation préalable. Étendre la lutte à tout l'enseignement, l'approfondir en occupant les établissements.

2/ Critiquer le contenu bourgeois du système d'enseignement.

3/ Promouvoir la liaison étudiants-travailleurs, syndiqués et non-syndiqués en lutte, dans l'unité à la base et dans l'action.

4/ Condamner solennellement toute organisation syndicale ou politique prétendant parler ou

négocier au nom du mouvement étudiant. A cet égard l'UNEF qui a accepté de se rendre à la convocation de Saunier-Seité et n'a cessé de s'opposer au mouvement doit être interdite de séjour dans toutes les instances du mouvement.

5/ Refuser toute tentative d'un parti politique quel qu'il soit pour utiliser le mouvement étudiant comme tremplin pour un changement de gouvernement dans le cadre du système.

6/ Exiger la libération immédiate de tous les emprisonnés et la levée des inculpations.

### La réforme, c'est aussi la mise au chômage des facultés et IUT de 3000 enseignants vacataires

Recrutés par les directeurs et profs titulaires des UER, sans aucun statut, payés à la tâche par les facs elles-mêmes (leurs patrons ne sont autres que les « Conseils syndicaux ») les vacataires ont assuré l'essentiel de l'enseignement (30 à 60 %).

Très vite, la bataille pour la mensualisation, les droits sociaux les ont opposés aux défenseurs du « haut niveau de l'enseignement », de la hiérarchie mandarinale, bourgeois, révisionnistes, réformistes. Au nom de la lutte contre le « corporatisme » les mandarins révisionnistes veulent choisir eux-mêmes des larbins à leur service.

La lutte pour le droit de s'inscrire au chômage en juin 75 pendant les « vacances » menée par les vacataires de Paris puis de province a commencé à les unir contre le carriérisme universitaire.

La lutte pour la titularisation est menée sur le thème : titularisation pour tous, français et étrangers (nombreux), sur le seul service d'enseignement rendu, dans les IUT comme dans les facs, à travail égal salaire égal.

La réforme du 2e cycle se manifeste pour les vacataires dans une circulaire du 20 février 76 qui planifie les licenciements sur 3 ans par une réduction progressive des horaires et qui impose une « activité principale » à l'extérieur de l'université.

Cette lutte contre le licenciement massif est menée hors de l'orbite des directions syndicales (SGEN-CFDT, attentiste, SNESup franchement hostile).

Une action concentrée sur 15 jours de quelques vacataires parisiens en direction de ceux de province a accéléré la mise sur pied de comités de base de vacataires et le 16 mars une AG réunissait à Paris 150 délégués qui fixaient :

- confirmation et renforcement d'un Comité de coordination national (COCONOVES) autonome vis-à-vis des syndicats regroupant syndiqués et non-syndiqués, jusqu'à obtention des revendications ;
- non aux licenciements, titularisation pour tous avec comme préalable le refus de la circulaire du 20 février ;
- il apparaît que l'élimination de 3 000 vacataires et leur remplacement par des « professionnels » ayant une activité à l'extérieur n'est autre que la mise en application de la réforme du 2e cycle qui veut faire des cadres d'entreprises les nouveaux en-

seignants. Non à la réforme Soisson !.

En face le Bureau national du SNESup, contrôlé par le PCF, qualifiait cette analyse « d'amalgame trop facile » et refusa le mot d'ordre de grève administrative totale (refus de communiquer les listes d'étudiants).

Cela n'empêche pas les vacataires de faire voter à la base la grève administrative par les sections syndicales SNESup et SGEN.

Partie prenante de la grève étudiante, la grève des enseignants leur permet de durcir et d'élargir la lutte aux auxiliaires administratifs des facs

et aux assistants non-titulaires.

Les enseignants vacataires montrent dans leur lutte leur volonté de s'opposer à l'université de classe et à toute solution de rechange visant à « préserver le potentiel universitaire national » (déclarations du PCF à la tête du SNESup).

### Un courant antirévionniste et antitrotskyste

Depuis 1968 c'est un fait que quelques organisations politiques cherchent à imposer au mouvement lycéen et étudiant leur orientation. C'est un fait nouveau et d'une très grande portée qu'aujourd'hui le mécontentement et la colère des très larges masses d'étudiants à l'égard des manipulateurs s'exprime ouvertement. C'est ainsi qu'indignés par les cuisines politiciennes des coordinations d'Amiens et de Toulouse, des délégués étudiants de plusieurs dizaines d'universités se sont élevés contre l'opération montée par le PCF (UNEF) et les trotskystes. Voici à titre de document la position publique que viennent de prendre des étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles V, Vincennes, Arts et Métiers, Nanterre.

La dernière coordination de Toulouse a de nouveau vu quatre organisations imposer leur volonté au mouvement par un vote bloqué, prémédité, qui se frotte royalement des mandats décidés en AG. La motion votée apparaît clairement comme un compromis sans principes ajoutant un zeste de citron de telle organisation à la pinède de sel de telle autre.

L'alternative est pourtant claire aujourd'hui au sein du mouvement : ou s'impose par le haut une direction complètement magouillée qui prend peu à peu le contrôle du mouvement en lui imposant sa ligne « responsable », qui est en fait une ligne de concessions face au pouvoir ; ou imposer à travers le débat le plus large en AG, en coordination et comité de grève, le mouvement que nous voulons, un mouvement qui intègre clairement sa lutte contre la réforme dans une lutte commune à la base avec les lycéens, les vacataires, les enseignants contre le système d'enseignement actuel.

Le mécontentement accumulé depuis plusieurs années dans les facs s'exprime nettement aujourd'hui et c'est ça qui fait la force de la grève actuelle. Elle donne en effet la possibilité à des dizaines de milliers d'étudiants d'exprimer par la lutte leur ras-le-bol de tous les jours, leur ras-le-bol des examens, du bachotage, des cours mandarins, de la sélection et du chômage. Non, nous ne voulons pas être des chômeurs, mais nous ne

sommes pas prêts non plus à faire des courbettes au pouvoir pendant le reste de notre vie. Non, nous ne serons pas les serviteurs dociles de ce régime pourri qui ne connaît qu'une loi : LA RÉPRESSION contre les paysans, les travailleurs, les étudiants en lutte.

C'est la manière dont nous vivons notre répression-sélection quotidienne, notre refus d'un avenir tout tracé qui nous attend, qui a amené le mouvement à se poser deux questions fondamentales :

- la remise en cause de l'enseignement et de la sélection dans le système capitaliste,
- la solidarité concrète avec les travailleurs en lutte.

Nous refusons d'enterrer le mouvement de coordinations-magouilles en manif-souricières

Faire des examens, par exemple, une arme du mouvement et non plus un obstacle ça veut dire bien sûr imposer le passage collectif des UV, mais aussi dénoncer très précisément avec les profs en grève le contenu et les modalités de la sélection, ce qu'elle signifie socialement et ce à quoi elle nous prépare.

De même affirmer notre solidarité avec les travailleurs en lutte, c'est aujourd'hui très concrètement appeler à participer massivement aux initiatives des travailleurs immigrés de la Sonacotra attaqués frontalement par le pouvoir (meeting à la Mutu le 21 et ma-

nif le 24). C'est aussi se battre pour que chaque AG, chaque coordination reprenne en charge des actions précises comme l'occupation de locaux significatifs ou l'organisation d'une journée de solidarité avec les travailleurs de Caron-Ozanne, des Câbles de Lyon, etc. Ces actions peuvent être l'occasion d'un rapprochement des facs et des lycées d'un même quartier.

Enfin, dénoncer le silence total sur le sort du jeune lycéen de 16 ans atteint de plein fouet le 15 avril par une grenade et sur la mort d'une personne âgée prise dans la charge de police, c'est aussi poser le problème de l'autodéfense du mouvement face à la répression policière systématique et les agissements criminels des fascistes. A Toulouse, des fascistes ont violé une étudiante et l'ont lacérée de coups de rasoir de croix gammées. FLICS-FASCISTES, ASSASSINS ! Il faut faire de l'autodéfense du mouvement reprise en charge par tous un des thèmes centraux de la mobilisation.

Formons des services d'ordre étudiants dans chaque fac !

Contre l'école des flics et des patrons, abrogation immédiate de la réforme sans compromis ni négociations ! Étudiants, lycéens, enseignants, tous unis contre l'école capitaliste !

Solidarité active dans la lutte avec les travailleurs ! Des étudiants en grève de Clignancourt, Jussieu, Charles V, Vincennes, Arts et Métiers, Nanterre



